

# L'Afrique au-delà de l'indépendance

Avec la décade de 1960, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'histoire de l'Afrique et de sa lutte pour la liberté et le progrès.

Avant cette date, quelques rares pays, surtout dans le Nord, étaient arrivés à conquérir leur droit à l'existence nationale et à la participation à la vie internationale. En moins de deux années la majorité des pays de l'Afrique Noire Occidentale, Centrale et Orientale, ont suivi le même chemin, et on entrevoit déjà, malgré des tragédies comme celle de l'Afrique du Sud ou le fol entêtement du Portugal, condamné par l'histoire, le jour où l'Afrique dans son ensemble aura fini par échapper à la domination directe. Ce fait par lui-même est incontestablement d'une importance capitale, car il a introduit déjà un changement certain dans l'équilibre stratégique et politique international en attendant de promouvoir un changement plus profond dans les courants des échanges internationaux et par là de miner les fondements même de l'impérialisme.

Or, c'est justement parce que cette lutte de libération est presqu'achevée sur le point de finir, que nous pouvons essayer de la juger objectivement et d'en comprendre les lignes directrices.

A cet effet ce sont les deux points suivants qui doivent nous retenir :

1. Le contraste entre le temps assez long qu'a nécessité la libération des pays de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et celui relativement court qui a vu naître les Etats du reste de l'Afrique.
2. Les répercussions structurelles de cette libération sur l'impérialisme mondial et son fondement le capitalisme.

Il serait de peu d'intérêt de faire appel à la vague notion de l'accélération de l'histoire ou du pourrissement du colonialisme; car ce ne serait là qu'une seconde manière de décrire le phénomène sans l'expliquer.

*Le seul problème à poser est de savoir si toutes ces libérations ont été obtenues par la victoire sur le colonisateur, ou en collaboration avec lui. Sans doute faut-il être deux, même pour finir une guerre sans merci, mais il y a loin de l'entente pour régler un contentieux à une aide qui inspire et dirige. Il faut se rendre compte avec la plus grande netteté, que ce qui n'était qu'une tendance de l'impérialisme entre les deux guerres (création du royaume indépendant d'Irak en 1932 par exemple) est devenu une politique conçue avec clarté et appliquée avec persévérance.*

### L'au-delà de l'Indépendance.

Mais cette orientation n'est pas un simple choix dans le domaine de la politique extérieure; elle est l'expression d'un changement profond dans les structures du capitalisme occidental. Ce n'est pas par hasard que dans la politique des pays européens vis-à-vis des territoires colonisés, un libéralisme croissant est parallèle à une modernisation, une amélioration du capitalisme.

En vérité, du moment qu'après la seconde guerre mondiale, l'Europe Occidentale par l'aide Marshall et une interpénétration de plus en plus grande avec l'économie américaine, s'est éloignée de la structure du XIX<sup>e</sup> siècle pour s'adapter à ce capitalisme américain décrit par Schumpeter, il était normal qu'elle adoptât également les relations de l'Amérique avec le monde; en un mot qu'elle ait aussi son Amérique latine.

L'Afrique serait-elle l'Amérique latine de l'Europe? Voilà la vraie question, celle qu'il importe de poser à l'heure actuelle.

Mais quelle Amérique latine? Celle, qui pendant plus d'un siècle a connu à la fois et intimement liées, indépendance et stagnation. Celle dont tous les économistes avant Fidel Castro ont fait plusieurs fois le procès? Ou bien celle qui se dégage de la révolution nationale et sociale provoquée violemment par le castrisme ou sollicitée prudemment par l'Alliance pour le Progrès?

Alors, de crainte que l'indépendance ne recouvre que pauvreté et misère, que la reconnaissance internationale cautionne dépendance et sujétion il faut dès maintenant donner au mot « *développement* » la résonance émotionnelle qu'a eu le mot « *indépendance* ». Il faut que la mystique de l'un remplace celle de l'autre; ou plus exactement montrer que la vérité profonde, cachée jusqu'à maintenant mais essentielle, de l'indépendance, c'est bien le développement.

La seule manière d'empêcher que les masses africaines se démobilisent, dans la joie d'une indépendance accordée et facile sera de leur faire comprendre que l'indépendance a un but, que sa valeur se mesure à l'usage qu'on en fait pour l'incitation à la croissance et au développement.

### La signification du développement.

Mais pour faire du mot développement un moyen d'agitation et de prise de conscience, il faut d'abord en faire un concept.

Cette nécessité d'une conception rigoureuse apparaît dans la confusion des définitions et surtout de leurs conséquences politiques.

Tel pays, bien équipé en routes, en hôtels de luxe et super-luxe, en endroits de plaisirs, en stations balnéaires, est présenté par certains comme ayant dépassé le seuil du développement. Tel autre, ayant un taux de scolarité primaire plus élevé que les pays voisins est présenté comme un modèle de développement sage et harmonieux. Une certaine prospérité naissant de la culture d'un produit, peut aussi faire illusion.

Quand on n'a en esprit qu'un aspect secondaire, ou une conséquence du développement, même quand cet aspect est aussi primordial que le niveau de vie ou le revenu moyen per capita, on se fait une idée fautive du développement et les conséquences politiques qu'on en tire peuvent être fort pernicieuses.

D'autre part, l'état actuel de dépendance économique où se trouve presque la plupart des pays africains, ne permet pas de se satisfaire d'une expression purement arithmétique du développement.

Il y a un aspect humain, social et culturel qu'il est absolument nécessaire de circonscrire pour arriver à une analyse adéquate.

L'Égypte, pendant longtemps a eu moins de lits d'hôpital, moins de kilomètres de routes, un moindre niveau de vie global que le Maroc. Mais elle possède plus de diplômés d'universités et de techniciens, plus d'instituteurs et de dactylographes. Ce qui rend la comparaison entre les deux pays infiniment plus délicate qu'on n'a cru jusqu'à présent.

Au-delà des définitions purement économiques du développement, il faut tendre à une compréhension sociologique globale, si on ne veut pas se laisser abuser par des îlots de prospérité que nous constatons çà et là en Afrique.

Et ce n'est point là une controverse d'école. C'est au contraire la différence essentielle entre le point de vue du technocrate, plus ou moins lié idéologiquement à l'impérialisme, et de l'Africain progressiste. C'est uniquement sur cette base que nous pouvons critiquer objectivement les différents projets d'association économique entre l'Europe et l'Afrique. Il est possible que cette association crée encore un relèvement du niveau de vie dans certains pays, mais qui serait en réalité sans fondement réel et qui profiterait seulement à une certaine couche de la société africaine.

*La base objective du développement n'est rien d'autre que la productivité du travail humain dans une société donnée.* Sans doute, celle-ci n'est saisissable et mesurable que par ses moyens techniques et ses conséquences sociales. C'est dans l'extension de la production et de l'organisation industrielle, d'un côté, dans le relèvement du niveau de vie de l'autre que cette productivité du travail peut être réalisée. Mais ce qui nous intéresse du point de vue politique, c'est simplement de ne pas confondre les causes et les conséquences, et d'empêcher qu'on utilise cette confusion dans un but de perversion idéologique. Ce que font

certains quand ils font appel dans l'abstrait au bonheur de « l'homme ».

Il est vrai que le but ultime de tout développement économique est d'arriver au confort et à un certain bonheur de l'individu. Mais la voie par laquelle on y arrive — à supposer que toutes les voies le permettent — n'est pas indifférente. Si toute l'infrastructure routière, portuaire, hydroélectrique est financée et construite par les techniciens étrangers, si la prospérité du commerce extérieur est liée à la vente d'un produit nécessaire à l'économie des pays impérialistes, si tout le développement industriel est conçu comme la simple installation de succursales de grandes compagnies européennes, il faut dire, en toute objectivité, que ce processus était essentiellement déjà celui de la phase coloniale, et qu'il perpétue une dépendance et une intégration économique que l'indépendance ne peut guère changer. Si la population du pays est assez homogène et assez réduite, pour que la prospérité qui découle de cette structure englobe toutes les couches, tant mieux. Mais il faut dire que cette prospérité tient essentiellement à celle des pays colonisateurs et qu'elle ne peut être que momentanée, et encore, ce cas ne peut être celui de tous les pays africains.

La voie la plus saine est celle qui prépare en même temps les hommes et les choses pour un développement indépendant et, par conséquent, plus sûr et plus suivi.

Cette idée doit être précisée, pour que la réussite relative des expériences américaines à Porto-Rico, et américano-européennes en Israël, ne soient pas présentées comme une autre possibilité de développement. Il ne s'agit là que d'un moyen de jeter un peu de confusion dans les idées et d'empêcher la grande majorité des pays sous-développés de prendre, immédiatement après l'indépendance, le seul et vrai chemin du développement et de la libération économique.

### Réalité du néo-colonialisme.

C'est sur cette base que nous pouvons cerner avec une certaine précision, ce que nous nommons « néo-colonialisme ».

Il s'agit de cette politique qui :

- d'un côté accorde de cœur léger l'indépendance politique et, au besoin, crée des Etats factices dont l'indépendance n'a aucune chance de devenir réelle. Les conséquences en sont la balkanisation de l'Afrique, la création et l'exaspération de faux conflits inter-africains.
- et d'autre part, propose une « coopération » dont le but est

une prétendue prospérité; et promet un relèvement du niveau de vie dont les bases objectives sont en dehors de l'Afrique.

Toute position politique, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afrique qui conduit, consciemment ou non, à de tels résultats est objectivement néo-colonialiste.

Est-ce là véritablement un phénomène nouveau ? C'était déjà en son essence, la définition de l'impérialisme. C'était déjà, dans la pratique, la politique du pays capitaliste le plus évolué du monde.

Mais dans les relations de l'Afrique avec les puissances coloniales de l'Europe, c'est une tendance nouvelle par rapport à la domination et l'exploitation directe, et par rapport à la colonisation de peuplement.

C'est pourquoi nous devons juger d'une manière nouvelle les propositions des puissances coloniales et la position des chefs politiques africains, soit pris individuellement soit au nom de groupements régionaux, soit même au nom de l'ensemble du Continent.

*Le temps où la revendication de l'indépendance pure et simple était progressiste est révolu. La seule revendication révolutionnaire actuelle est le développement réel, total et harmonieux de l'Afrique.*

### La voie socialiste.

Il serait erroné de croire que cette revendication n'est pas encore prise en charge par les masses africaines. Elle n'a besoin que d'être clarifiée idéologiquement; mais déjà, la vérité essentielle que l'indépendance par elle-même n'est qu'une forme qui a besoin d'un contenu est perçue par un monde de plus en plus grand de cadres et de militants. L'indice, sur le plan de la conscience, en est la fascination de plus en plus croissante qu'exerce le phénomène chinois sur l'imagination de tous les pays de l'Afrique.

Cette fascination s'explique par le fait que les gens sentent intuitivement que le seul pays depuis la guerre qui ait conquis son indépendance contre l'étranger et se soit lancé résolument dans les voies du développement réel est la République Chinoise, et cela malgré les fluctuations de l'aide étrangère et les calamités naturelles survenues depuis 1960.

Malgré les catastrophes naturelles, malgré les rectifications statistiques, et le départ précipité des techniciens soviétiques, la réalité de ce développement ne fait aucun doute. L'essentiel est de

comprendre que ce qui frappe les esprits, n'est pas le relèvement du niveau de vie, mais que celui-ci soit acquis par les mains et l'intelligence, par la force et la technique chinoises.

Cette réussite ne prend d'ailleurs toute sa signification que comparée à d'autres expériences qui ont été des échecs.

Le système chinois n'est pas sorti du néant, c'est-à-dire de la pure féodalité. Il a succédé à une période de quinze ans, pendant laquelle la stagnation de la Chine ne s'explique pas uniquement par l'hostilité et la convoitise du Japon et de l'Angleterre, la pourriture, l'incapacité et la vénalité du Kuo Ming Tang qu'il fallait annihiler avec une ferme persévérance, mais tenait à des raisons internes, presque congénitales. Cette vérité apparaît de plus en plus nettement, à mesure que d'autres expériences ne réalisent pas les promesses qu'elles ont faites.

### Un seul problème : l'accumulation.

Si le relèvement du niveau de vie par une intégration avec des pays plus évolués n'est pas une vraie solution, si la seule voie est l'auto-développement, la seule question alors est celle de l'accumulation primitive et la possibilité pour chaque couche sociale de la réaliser ou non. Il est vrai que la politique économique de l'U.R.S.S. pendant les dix premières années de la révolution visait à cette accumulation; mais la position politique et militaire de la Russie tsariste et le relatif développement de la Russie d'Europe, cachent cette vérité. Tandis que ce qui fait la force de l'exemple chinois, c'est que la Chine paraît être partie du même point de dénuement où se trouvent actuellement la plupart des pays africains.

Après quinze années de totale désagrégation, qui ont montré l'incapacité du Kuo Min Tang, la direction actuelle de la Chine a pu mobiliser toutes les forces de la Chine, nécessaires au démarrage du développement.

Or, bien des expériences qui ont eu lieu dans des pays indépendants sous-développés se sont révélées inaptes à mobiliser ces forces nécessaires, toutes les fois qu'elles ne sont pas mues par un clan révolutionnaire authentiquement populaire et progressiste. Les exemples de succès à Cuba et en Algérie constituent de nouvelles expériences attentivement suivies, de même que les exemples du Ghana et de la République Arabe Unie depuis 1961.

M. Bettelheim parlant de l'Inde dit : « Son drame est que l'effort de l'industrialisation ne s'établit pas sur une base économique saine, en raison de l'absence de progrès agricole... Cette absence de progrès agricole rend impossible tout essor ultérieur de l'industrie... A la base de cette situation se trouve la situation sociale de l'Inde. »

C'est dans cette perspective qu'apparaît toute l'importance d'une politique agraire révolutionnaire : réforme agraire dans les pays où la structure féodale ou capitalo-coloniale doit être brisée, organisation collectiviste dans les pays où la population clairsemée n'arrive pas à occuper le sol d'une manière réellement stable.

L'impérialisme est obligé, sur une base strictement technico-économique, de reconnaître la nécessité d'une réforme agraire, seule base d'un développement accéléré, comme l'a montré la théorie de l'Alliance pour le Progrès. Mais en même temps il redoute les moyens d'y parvenir. Il s'oppose à cette réforme dès qu'elle est entreprise révolutionnairement car il voit bien qu'elle porte atteinte à ses positions politiques, dans la mesure où sont touchés ses alliés naturels et ses plus solides appuis.

*Toute politique, en Afrique, qui ne passe pas par la destruction radicale des structures féodales et capitalo-coloniales, ne peut que faire le jeu du néo-colonialisme, malgré ses prétentions à l'industrialisation et à la planification, car tous ces projets sont bâtis sur du vent.*

Le cas de l'Egypte est là-dessus encore plus net : car jusqu'à ces toutes dernières années, la classe dirigeante était incapable de poser les fondements d'une industrialisation efficace, jusqu'au jour où elle a commencé à s'attaquer résolument aux monopoles étrangers et à leurs alliés internes.

Or, ce qu'il faut remarquer, c'est que tous ces pays, Chine Nationaliste, Inde et Egypte, sont des pays qui avaient une tradition nationale de culture et d'administration assez forte, et dans lesquelles une certaine bourgeoisie avait créé un embryon d'industries surtout textiles. Mais ces industries nationales naissantes n'ont jamais pu donner naissance à un véritable élan. Elles sont restées en marge de la structure économique globale.

Il est évident que la voie choisie par cette bourgeoisie était une voie libérale, qu'elle n'a d'ailleurs pas été capable de maintenir longtemps puisqu'elle a été obligée de faire appel à la direction de l'Etat, quand elle a vu son infériorité vis-à-vis du capital occidental plus développé et encore solidement installé.

Il est impossible de ne pas tirer la conclusion suivante : que l'échec de cette politique est en même temps l'échec de la bourgeoisie nationale.

La preuve en est que le développement est pris en main partout par l'Etat, étant bien entendu que celui-ci n'est pas toujours l'expression des masses laborieuses et se trouve souvent sous la dépendance de groupes d'intérêts internes ou externes.

Mais si, la bourgeoisie nationale, a échoué dans ses tentatives de promouvoir un développement par la voie libérale, dans le pays où elle avait de solides traditions, il faut à plus forte raison prévoir l'échec pour les pays où la bourgeoisie serait encore à créer.

### Contenu du socialisme.

Jusqu'à l'approche du socialisme a été négative; échec total ou partiel d'un côté, succès de l'autre; on démontrait la nécessité du socialisme par l'absurde.

Mais il faudrait encore expliquer pourquoi la Chine a réussi, pourquoi l'Algérie bénéficie de grandes chances de succès dès le départ. Quel est le contenu précis du mot socialisme, puisque même là où le développement n'est pas réellement amorcé on parle d'expérience socialiste.

Ce n'est pas le moment d'entrer dans le détail des techniques diverses du développement socialiste. Le seul critère est de trouver le moyen de mobiliser les ressources nationales, en vue de la nécessaire accumulation du capital.

Sans doute dira-t-on qu'abstraitement cette mobilisation peut se faire par des techniques appropriées, et qu'il n'y a pas lieu d'appeler ces techniques socialistes plutôt que capitalistes; puisque sur un grand nombre de points les théoriciens keynésiens par exemple se rencontrent avec les théoriciens marxistes.

Mais il n'en reste pas moins qu'en pratique, la seule mobilisation efficace s'est faite autour du socialisme; et que chaque fois qu'on essaye simplement d'utiliser le mot comme incitateur idéologique, sans en appliquer également le contenu, le résultat est toujours décevant.

Sans doute qu'à un certain stade, les techniques de planifications se rapprochent jusqu'à se confondre, qu'un certain capitalisme d'Etat peut faire oublier la nécessité du socialisme; et pourtant les résultats objectifs sont toujours là pour prouver que ce n'est là qu'un pis-aller, accepté seulement lorsque les forces populaires sont mises dans l'impossibilité ou ont laissé passer l'occasion d'imposer leur volonté. C'est alors le problème du pouvoir lui-même qu'il s'agit de résoudre correctement avant de s'engager sérieusement dans l'édification socialiste.

### Conclusions.

Dès lors, il apparaît absolument nécessaire de lutter contre les déviations et les mystifications concernant le socialisme, comme il fallait le faire lorsqu'il s'agissait de l'indépendance.

Il vaut mieux encore construire les bases du socialisme sans en parler plutôt que d'en parler tout en servant les desseins du néo-colonialisme. Le socialisme comme étiquette n'a aucune signification puisqu'il peut aussi bien cautionner un régime semi-fasciste, qu'un Etat féodal, ou une création de l'impérialisme.

A l'étape actuelle de la lutte anti-impérialiste, le contenu du socialisme se caractérise grossièrement à notre sens de la manière suivante :

- a) par une solution correcte du problème du pouvoir se concrétisant par des institutions politiques qui permettent un contrôle démocratique des masses sur l'appareil de l'Etat ainsi que sur la répartition des ressources et du produit national.
- b) par une structure économique qui déracine les fondements de la domination économique de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale comme classe dirigeante de l'économie.
- c) par une organisation sociale et politique qui encadre et éduque les masses, en vue de mobiliser les ressources nationales nécessaires à l'accumulation.

Le tout couronné par un taux de croissance satisfaisant.

Dans l'Afrique d'aujourd'hui, celui qui œuvre clairement avec conséquence pour un tel but, peut se dire réellement socialiste. S'il fait appel au mot « socialisme » vidé de tout contenu ou bien s'il met en avant la gloire nationale, le bonheur de l'homme ou la satisfaction de ses besoins essentiels définis dans l'abstrait, celui-là risque en réalité de favoriser finalement les visées maintenanant claires du néo-colonialisme et de vouer l'Afrique à la stagnation et à la misère dans lesquelles ont vécu pendant plus d'un siècle les pays de l'Amérique latine.

Il nous faut dire un dernier mot sur l'importance que revêt, dans ce contexte, la perspective de l'Unité Africaine qui a commencé à prendre forme depuis la création de l'O.U.A. à Addis-Abéba.

Ce mot d'ordre d'unité rallie certainement tous les Etats africains, malgré la différence de degré de leur indépendance vis-à-vis des intérêts impérialistes, pour la liquidation totale du système colonial traditionnel et de la politique raciale dans l'ensemble du continent. De même qu'il donne un cadre efficace à la solution des problèmes inter-africains, particulièrement frontaliers, laissés en héritage par la domination étrangère et exploités par le néo-colonialisme pour accentuer les divisions et consacrer la balkanisation de l'Afrique.

Mais le plus important sera de conférer à ce mot d'ordre un rôle positif dans l'entreprise de développement économique et d'édification. D'abord en insufflant à chaque Etat africain pris individuellement un sentiment de confiance en soi qui lui permette de parachever sa libération économique et d'échapper à l'emprise du néo-colonialisme. Ensuite en constituant un interlocuteur à l'échelle continentale face aux blocs économiques extérieurs, qui seront obligés pour la défense de leurs propres inté-

rêts de tenir compte des impératifs du développement et de l'édification des peuples africains.

Il appartiendra justement aux forces révolutionnaires de faire en sorte qu'au-delà de l'indépendance formelle, l'interlocuteur africain soit l'expression d'une volonté véritablement africaine de libération, de prospérité et de progrès.